



DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

MAIRIE
DE
CORPS
38970

Tél. 04 76 30 00 31

Fax 04 76 30 01 65

E-mail : mairie@villedecorps.fr

Dossier : **PC 038 128 20 20004**

Date de dépôt : **15/05/2020**

Demandeur : **SAS Obiou Société d'Electronique**

Pour : **extension de l'atelier et création d'une**

salle hors sac

Adresse du terrain : **ZA Les Chaux 38970 CORPS**

ARRÊTÉ

Accordant un permis de construire

Au nom de la commune de CORPS

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire présentée le **15/05/2020** par la **SAS Obiou Société d'Electronique (OSE)** représentée par **Monsieur GUERIN Pascal** sise ZA Les Chaux à CORPS (38970) ;

Vu l'objet de la demande :

- **extension de l'atelier et création d'une salle hors sac**
- Sur un terrain situé **ZA Les Chaux** sur la commune de **CORPS** parcelles cadastrées section F numéros 264/263/261/259/256/252/250/248/247/234/233/231/230/220/219/218/221/222/223/224/225/226/227/228/229
- Pour une surface de plancher créée de 1395 m²

Vu l'avis de dépôt prévu à l'article R423-6 du code de l'urbanisme affiché en mairie en date du 15/05/2020 ;

Vu les lois n° 85-30 du 09/01/1985 et n°2016-1888 du 28/12/2016 relatives à la modernisation, au développement et à la protection des territoires de montagne ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu l'arrêté R.111-3 valant Plan de Prévention des Risques approuvé du 07/03/1980 ;

Vu la carte d'aléas multirisques réalisée en novembre 2013 ;

Vu l'avis conforme favorable du Préfet en application de l'article L422-6 du code de l'urbanisme en date du 26/06/2020 ;

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 02/06/2020 ;

Vu l'avis du Maire en date du 18/05/2020 ;

Considérant que le projet consiste en l'extension de l'usine existante (atelier et locaux sociaux) et en la construction d'une salle hors-sac pour le personnel ;

Considérant l'avis conforme favorable du Préfet susvisé ;

ARRÊTE

Article 1

Le Permis de construire est ACCORDÉ sous réserves de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

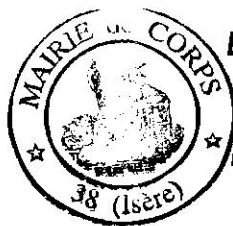
Le pétitionnaire reste tenu de s'assurer que son projet respecte toute législation ou réglementation spécifique à sa construction.

Le projet est situé en zone de sismicité (niveau 3). Il respectera les règles du code de la construction et de l'habitation.

Article 3

Le projet est soumis au versement de la Taxe d'Aménagement et de la Redevance d'Archéologie Préventive.

Fait à CORPS, le 13 JUILLET 2020.



LE MAIRE,

Pour le Maire

L'Adjoint délégué,

Fabien MULYK.

Transmis en préfecture le : 16 JUILLET 2020.

La présente décision est transmise au représentant de l'état dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'état. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du Permis de Construire :

Conformément à l'article R 424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n° 2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R 424-21 et R 424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du Permis / de la Déclaration Préalable peut commencer les travaux après avoir :

- Adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet d'urbanisme du gouvernement)
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

ATTENTION : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaires de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages ouvrages prévu par l'article L 242-1 du code des assurances.



PRÉFET DE L'ISÈRE

Grenoble le 26/06/2020

Direction Départementale des Territoires

Service Application du droit des sols, Etudes et Transversalité

Bureau de l'Application du Droit des Sols

Affaire suivie par : Chantal Facchinetti

Tél. : 04.56.59.46.10

Courriel : chantal.facchinetti@isere.gouv.fr

Le préfet

à

Monsieur le président de la communauté de
communes de la Matheysine, du Pays de Corps et des
Vallées du Valbonnais

Objet : Demande d'avis conforme du préfet en application de l'article L422-6 du code de l'urbanisme
Réceptionnée le 29/05/2020 - PC 038 128 20 20004 - OBIU Sté Electronique (O.S.E.)
Commune de Corps

Vous m'avez transmis pour avis la demande de permis de construire déposée par la société OBIU Société Electronique (O.S.E.) en vue d'agrandir son unité de production d'un nouvel atelier accompagné de locaux sociaux et de construire en annexe une salle hors sac pour le personnel sur un tènement de 6092 m² sis dans la ZA les Chaux à Corps. Il est parallèlement prévu la démolition du hangar existant sur la propriété ainsi que la modification des espaces publics (accès et stationnements).

Suite à la caducité du plan d'occupation des sols, les règles d'urbanisme applicables sur le territoire communal non couvert par un document d'urbanisme (article L.174-1 du code de l'urbanisme), relèvent du règlement national d'urbanisme. Les demandes d'autorisation de construire sont par conséquent soumises à l'avis conforme du préfet en application de l'article L.422-6 du code de l'urbanisme.

En outre, la commune est soumise aux dispositions des articles L.122.5 et suivants du code de l'urbanisme relatifs à la protection et au développement des territoires de montagne, imposant une urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

Le projet étant compatible avec les dispositions des articles précités, j'émet un **avis conforme favorable** au titre de l'article L.422-6 du code de l'urbanisme.

J'attire votre attention sur le fait que, dans le cadre de l'instruction du permis de construire, il conviendra de veiller, d'une part, à ce que la gestion des eaux pluviales du projet ne dégrade pas les terrains en aval qui sont affectés par un aléa moyen de glissement de terrain selon la carte des aléas de novembre 2013, d'autre part, que les dispositions de l'article R.111-25 du code de l'urbanisme relatif à la réalisation d'aires de stationnement sont prises en compte.

P/le préfet et par délégation,
P/le directeur départemental des territoires,
L'adjoint à la cheffe du service application du droit
du sol, études et transversalité

Bruno AVEZOU